

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 8 avril 2026

Nos réf. : SAU/AV/MI n° 26 - 159

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAPLAIN

Lieu-dit « Les Grandes Pièces »
10140 PUIITS-ET-NUISEMENT

Code AIOT : 0005704043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 février 2026 dans l'établissement CHAPLAIN implanté Lieu-dit « Les Grandes Pièces », 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspecteur des installations classées a procédé à une visite d'inspection inopinée le 20 février 2026 dans le cadre du mail de l'association Sauvegarde de l'environnement Vendevrois (SEV) en date du 12 mars 2025. Ce mail faisait suite à leur courrier du 24 mars 2023 alertant sur les « inconvénients significatifs » que les habitants de PUIITS-ET-NUISEMENT et des communes voisines subissaient de part l'exploitation des trois carrières de roches massives présentes sur le territoire de la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT.

L'inspection a profité de cette visite pour faire une visite PPC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAPLAIN
- Lieu-dit « Les Grandes Pièces » - 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT
- Code AIOT : 0005704043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAPLAIN exploite la carrière de matériaux calcaires à ciel ouvert sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2013002-0003 du 02 janvier 2013 modifié. L'autorisation porte sur une superficie de 10 ha pour une durée de 30 ans. La production moyenne annuelle de matériaux autorisée est de 150 000 tonnes (300 000 t maximum). Les matériaux extraits sont traités par une installation de traitement d'une puissance de 312 kW.

L'exploitation est réalisée par la création de fronts successifs d'une hauteur de 10 m. L'exploitant est autorisé à faire des tirs de mine dans le cadre de son exploitation, notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2021140-0003 du 20 mai 2021, à raison d'un tir par mois maximum.

La remise en état de la carrière est réalisée par le remblaiement de la fosse d'extraction avec des matériaux inertes extérieurs. Dans ce cadre, l'exploitant a été autorisé, par arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023003-0001 du 3 janvier 2023, à augmenter la quantité de déchets inertes extérieurs réceptionnés.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Remblayage carrière document préalable	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 12.3.1	Demande d'action corrective	Sans délai
9	Remblayage carrière registre	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 12.3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention pollution	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 17	Sans objet
2	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 19.3	Sans objet
3	Bruit et vibration	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 22 et 22.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Abattage à l'explosif	AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.1	Sans objet
5	Abattage à l'explosif	AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.3	Sans objet
6	Abattage à l'explosif	AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.4	Sans objet
7	Remblayage carrière	AP Complémentaire du 03/01/2023, article 3	Sans objet
10	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 8	Sans objet
11	Extraction	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 11	Sans objet
12	Plan	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure. Il est noté que l'exploitant sensibilise régulièrement les chauffeurs concernant les itinéraires routiers, notamment pour la vitesse et le bâchage des camions.

Concernant la propreté des routes, le site dispose d'un laveur de roues avant la sortie du site. Selon les conditions météorologiques, notamment lors d'épisodes pluvieux, cette mesure peut présenter des limites en termes d'efficacité.

La visite a également mis en évidence que l'exploitant doit apporter les modifications nécessaires à son registre d'acceptation de matériaux inertes extérieurs afin de fiabiliser le suivi et la traçabilité de ces matériaux. L'exploitant doit également transmettre à l'inspection des demandes d'acceptation préalables de matériaux inertes extérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 17
Thème(s) : Autre, Limitation pollutions
Prescription contrôlée : La carrière et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

<p>Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, l'exploitant nettoiera ces voies de circulation.</p> <p>Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1 doit être réalisé dans le respect des limites de PTAC et PTRR fixées par le Code de la Route.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les pollutions, notamment l'envol des poussières. Un dispositif de lavage de roues est en place sur le site, les pistes sont arrosées lorsque nécessaire.</p> <p>Aux dires de l'exploitant, il sensibilise régulièrement les chauffeurs sur l'itinéraire routier à prendre, sur la vitesse de circulation et sur le bâchage des bennes. Il est noté qu'un affichage rappelant ces consignes est en place dans le local d'exploitation où viennent les chauffeurs pour pesée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant souligne que les engins d'exploitation utilisés sur le site sont équipés du bruit du lynx, les horaires sont limitées en journée (7h30 - 12h30 - 13h30 - 17h).</p> <p>Ce point ne soulève pas d'autre observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 19.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance des retombées de poussière</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de surveillance des retombées de poussières est créé. Il comprend 3 stations de mesure qui sont implantées conformément au plan en annexe. Des analyses auront lieu tous les semestres, les résultats seront transmis sous un mois après réception à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des mesures de retombées de poussières sont réalisées trimestriellement. La dernière mesure de 2024 ayant été réalisée en décembre, l'année 2025 comptera 3 mesures.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'ensemble des campagnes réalisées le 25 février 2026.</p> <p>Ces campagnes montrent des teneurs mesurées aux points de type « b » assez variables, avec des teneurs plus importantes au cours de la campagne 5 et 8 mais qui, toutefois restent inférieures à 500 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante.</p> <p>A noter, lors de la campagne 8, pour le point de type b (B1), qu'une analyse de la perte au feu a été réalisée, ce qui a permis de s'affranchir des poussières d'origine organique, liées à l'activité agricole compte tenu de la localisation du point.</p> <p>Les résultats obtenus ne montrent pas de valeurs non-conformes pour les points de mesure de types b.</p> <p>Il est constaté que les 8 campagnes de mesures trimestrielles consécutives réalisées sont inférieures à la valeur seuil de 500 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante, pour les points de types « b ».</p>

Par conséquent, la fréquence des mesures peut devenir semestrielle et ce jusqu'à ce qu'un résultat excède cette valeur en moyenne annuelle glissante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruit et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 22 et 22.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35dB(A), d'une émergence supérieure à :

5dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés ;

3dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1) sont :

- 70 dB(A) de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés
- 60 dB(A) de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Lecq.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n°95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 5 ans, la première mesure étant réalisée dans un délai maximum d'un an après le début d'extraction.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure de bruit réalisé le 2 mars 2023. Ce dernier ne présente pas de non-conformité sur les valeurs obtenues.</p> <p>A noter que l'exploitant a procédé à une mesure de bruit et vibration dans le cadre du suivi de l'inspection du travail.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Tirs de mine

Prescription contrôlée :

Art 2.1 :

Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir à l'aide d'un bureau d'étude compétent en la matière.

Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques.

Constats :

L'exploitant fait appel à une société extérieure pour établir chaque plan de tir. Les plans de tir présentent le nombre de trous, leur diamètre, la profondeur, l'angle de foration, le volume estimé de matériaux à extraire, la quantité d'explosifs utilisés par trou et au total.

Suite à une demande, les plans de tir pour l'année 2024 ont été transmis à l'inspection début 2025. Les plans de tir 2025 ont été transmis à l'inspection le 25 février 2026. Sept tirs ont été réalisés en 2024 et 2025.

Il est constaté que le plan de tir est bien établi en amont.

Récapitulatif des tirs de mines et des quantités explosifs utilisés pour 2024 et 2025 :

DATE	VOLUME MINE	ENCARTOUCHE	VRAC	% ENCARTOUCHE	QTE EXPLO
18/01/2024	7715	1100	300	78,57	1400
07/03/2024	8519	825	1000	45,2	1825
04/04/2024	9266	700	1200	36,84	1900
16/05/2024	5557	425	725	35,41	1150
05/06/2024	8114	675	1300	34,17	1975
02/07/2024	9820	725	1275	36,25	2000
01/10/2024	10185	1000	1000	50	2000
	59176	5450	6800	45,2	12250

Date	volume mine (m³)	qté explosifs (Kg)	Sismo Bureau mm/s	sismo cimetière mm/s	sismo habitation mm/s
08/01/25	9154	1875	4,64 (T)		1,24 (T)
12/03/25	8322	1725	3,85	0,84	0,58
25/04/25	8331	1950	5,85	1,2	1,06
06/06/25	7750	2000	4,42	0,72	
04/09/25	9753	2000	3,51	1,29	
29/10/25	9254	2000	2,91	1,03	
19/11/25	6742	2000	5,27	1,18	

L'interprétation de ces bilans est établi aux 2 points suivants.

Il est rappelé à l'exploitant qu'un bilan des tirs de mine doit être transmis à l'inspection pour l'année N-1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Quantité d'explosif par tir

Prescription contrôlée :

Le chargement sera conforme au plan de tir validé.

La quantité maximale d'explosif utilisée pour chaque tir est de 2 000 kg.

Le nombre de tirs de mine est limité à 1 tir par mois.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir.

Constats :

Pour l'année 2024, il y a eu 7 tirs de mine, limité à un tir par mois. Les quantités d'explosifs utilisés pour chaque tir varient entre 1 150 Kg et 2 000 Kg.

L'année 2025 présente également 7 tirs, répartis mensuellement. Les quantités d'explosifs utilisés pour chaque tir varient entre 1 725 kg et 2 000 Kg.

La quantité d'explosifs limitée à 2 000 Kg par tir est respectée.

L'exploitant précise qu'une information, en amont du tir, est faite auprès de Monsieur le Maire un ou deux jours avant le tir. L'exploitant reconnaît qu'il peut prévenir tardivement Monsieur le Maire, parfois le matin même.

Il souligne également qu'au regard du type de gisement et de sa qualité, il n'est pas possible de programmer à l'avance la nécessité ou non de réaliser un tir de mine.

Il est rappelé à l'exploitant qu'un bilan annuel des tirs de mine doit être transmis à l'inspection des installations classées.

Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de vibrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Aucun dépassement de ces vitesses n'est toléré.</p> <p>L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les tirs de mine réalisés au cours de l'année 2024 et 2025, des mesures de vibrations ont été réalisées à chaque tir par un sismographe placé au cimetière dans le village de PUIITS et par un sismographe placé sur la carrière sur une dalle béton à proximité du bureau d'exploitation.</p> <p>L'exploitant précise qu'il est également réalisé ponctuellement une mesure chez un habitant. Dans ce cas, le sismographe est scellé sur une zone du bâti.</p> <p>Les résultats obtenus à chaque tir, pour 2024, montrent une vitesse particulière pondérée qui varie entre 0,5 mm/s et 1,06 mm/s pour le sismographe placé dans le village et entre 2,26 et 3,84 mm/s pour le sismographe placé sur le site à proximité du bureau de l'exploitation.</p> <p>Concernant les mesures relevées pour 2025, la vitesse particulière varie entre 0,74 mm/s et 1,29 pour le sismographe placé dans le village (cimetière) et entre 2,91 mm/s et 5,85 mm/s pour le sismographe placé sur site.</p> <p>Les valeurs relevées pour le sismographe placé au niveau de l'habitation, les valeurs varient de 0,58 à 1,24 mm/s.</p> <p>Aucune des valeurs relevées n'est supérieure à 10 mm/s. La vitesse particulière pondérée est respectée.</p> <p>L'exploitant indique qu'un récapitulatif des tirs de mine réalisés en 2025 a été transmis, en date du 12 novembre 2025, à M. Le Maire ainsi que les résultats des sismographes. Les résultats du sismographe, lors du tir 3 (24 avril 2025), lui ont également été transmis en juin 2025.</p> <p>Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remblayage carrière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, quantité matériaux accepté
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles constitutives du périmètre voué à l'extraction PE visé à l'article 1. Les matériaux extérieurs destinés au remblaiement sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Les matériaux autorisés sont listés dans le tableau suivant : Déchets de construction et de démolition : béton 17 01 01 Déchets de construction et de démolition : mélange béton, briques, tuiles et céramiques 17 01 07 Déchets de construction et de démolition : tuiles et céramiques 17 01 03 Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse 17 05 04 Tout matériau non listé dans ce tableau est interdit. La quantité de matériaux inertes extérieurs autorisée est de 30 000 m ³ par an, soit 60 000 t/an.
Constats : Il a été consulté le registre d'admission des déchets inertes extérieurs. Les déchets inertes réceptionnés répondent à ceux autorisés par la prescription contrôlée. La quantité de déchets inertes réceptionnés en 2024 et déclaré sur le portail GEREP est de 21 700 tonnes et 23 186 tonnes pour l'année 2025. Les quantités d'apports de matériaux inertes extérieurs sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remblayage carrière document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 12.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage carrière document préalable
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs).
Constats : Les documents étant au siège, l'exploitant n'a pu présenter le jour de l'inspection des DAP acceptées pour les déchets réceptionnés. L'exploitant précise que les principaux déchets inertes proviennent en interne de la société CHAPLAIN issus du site de SAINTE-MAURE et des chantiers de terrassement. Les déchets inertes proviennent également du SDDEA ou de petits artisans (maçons). Les DAP sont envoyées au producteur de déchets par la société CHAPLAIN. Le client est tenu de la compléter et de la retourner à l'exploitant.

Ce dernier indique qu'il rencontre régulièrement des difficultés pour un retour de DAP complétée en amont. Il arrive parfois que le client se présente sur site sans DAP et se voit contraint de la renseigner sur place.

L'exploitant a néanmoins présenté le jour de la visite deux DAP réceptionnées et en cours de validation.

Il a été relevé sur ces 2 documents le même numéro de DAP. Il convient que l'exploitant apporte une amélioration à ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sans délai, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les deux DAP suivantes :

- matériaux livrés le 15 janvier 2026 en provenance de la société SIEDMTO (Piney), pour une quantité de 11,760 t (immatriculation 5937)
- matériaux livrés le 9 février 2026 en provenance de la société SDDEA (Landreville), pour une quantité de 7,120 t (immatriculation FM231)

L'exploitant s'assure de la cohérence des numéros correspondant au DAP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 jours

N° 9 : Remblayage carrière registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 12.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage carrière registre

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le moyen de transport utilisé et son immatriculation ;
- la masse des déchets ;
- la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté son registre d'acceptation de déchets inertes extérieurs, version papier.

Hormis l'absence de la consignation du contrôle visuel, ce dernier présente l'ensemble des critères attendus par la prescription contrôlée. L'exploitation précise néanmoins que le contrôle visuel est réalisé à la réception et au déchargement des matériaux inertes.

Toutefois, il est constaté qu'il n'y a pas la possibilité de faire le lien entre la DAP, le bordereau de livraison et le registre, rendant une traçabilité difficile.

Pour une meilleure traçabilité, il est demandé que le code déchet soit également reporté.

Il est constaté que les refus ne sont pas consignés.

Concernant le référencement de la zone mise en remblais, l'exploitant dispose d'un plan quadrillé de son exploitation (carré de 20*20 m). Cependant ce dernier ne présente pas de date de création ni de date de mise à jour.

L'exploitant précise que le livreur est accompagné jusqu'au point de déchargement afin que ce dernier soit réalisé au bon endroit, identifié par une pancarte. Un contrôle visuel est réalisé lors du déchargement. Les déchets sont ensuite mis en remblais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois ;

- l'exploitant apporte les modifications nécessaires à son registre afin de fiabiliser le suivi et la traçabilité des matériaux réceptionnés,
- l'exploitant veille à compléter son registre en y consignant les refus de matériaux.
- Le plan de référencement est complété par la date de création et d'actualisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 8

Thème(s) : Autre, Phasage

Prescription contrôlée :

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées.

Les 6 phases correspondent à une durée de 5 ans.

Constats :

L'exploitant indique qu'il a une légère avance sur l'exploitation par rapport au plan de phasage initial, correspondant plus à un rythme d'exploitation de 22 à 25 ans. La phase d'exploitation en cours est la phase 14b et phase 15.

Le tonnage extrait en 2025 est de 159 192 tonnes.

<p>Une première partie exploitée est en cours de finalisation de remise en état ; il reste la dernière couche de remblais et de terre à mettre en place, correspondant à environ 3 m.</p> <p>L'exploitant indique que l'installation de traitement devra être bougée mi-2027 pour extraire le gisement non exploité.</p> <p>L'exploitant précise que leur projet d'extension est toujours d'actualité mais est actuellement bloqué pour incompatibilité au plan local d'urbanisme intercommunal. L'exploitant a sollicité la communauté de commune pour réviser le PLUi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 11</p>
<p>Thème(s) : Autre, Cote d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 30 m dont 2,5m de stériles et 27,5 m de matériaux calcaires.</p> <p>Elle ne peut être réalisée au dessous de la cote NGF de 178 mètres.</p> <p>Les fronts en cours d'exploitation auront une hauteur maximale de 10 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan d'exploitation actualisé au 11 décembre 2025. La cote la plus basse est de la zone exploitée 200,85 m NGF. La cote maximale de 178 m NGF est donc respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Plan

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 16</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan à l'échelle 1/1000ème est établi.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <p>Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</p> <p>Les bords de la fouille ;</p> <p>Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</p> <p>Les zones remises en état ;</p> <p>Les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et les bornes de nivellement visées à l'article 4;</p> <p>Les pistes et voies de circulation;</p> <p>Les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte</p> <p>Les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux, ...</p> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'Inspection des Installations Classées.</p>

Constats :

L'exploitant a présenté le plan d'exploitation actualisé au 11 décembre 2025.
Ce dernier présente l'ensemble des éléments attendus par la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite